

DÉBAT DES PANÉLISTES

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Merci beaucoup, Monsieur le Président, pour ces remarques d'introduction qui lancent le débat. Je vais vous poser deux questions. Une première concernant la première partie de votre discours, sur les aspects relatifs à la santé, la pandémie, la vaccination, etc., et une deuxième pour mieux comprendre la situation au Mozambique.

En ce qui concerne le premier point, je pense que vous avez mis en place au Rwanda, si je puis dire, ce que certains experts – notamment à Singapour, quelqu'un comme Kishore Mahbubani, que vous connaissez – aiment appeler une efficacité fonctionnelle. Je pense que l'efficacité fonctionnelle est un bon concept. Cela correspond à la capacité d'un gouvernement à tenir ses promesses. Naturellement, c'est étroitement lié au débat sur la démocratie par opposition aux régimes et aux systèmes plus autoritaires. Si nous examinons la question d'un point de vue non idéologique, pourriez-vous nous en dire un peu plus sur la manière dont vous avez procédé ? Vous avez atteint un certain nombre d'objectifs et progressé là où beaucoup d'autres gouvernements en Afrique ne sont pas capables de le faire. C'est une question provocatrice, mais je pense qu'elle est très importante. Nous pourrions peut-être commencer par celle-ci.

Paul Kagame, président de la République du Rwanda

Merci. Tout d'abord, pour commencer, nous nous considérons comme des êtres humains bénis, comme le reste du monde, avec des valeurs, des aspirations, de l'énergie et de l'intellect pour faire ce que la société exige que nous fassions, et pour le faire au sein et avec la société. C'est le point de départ.

Ensuite, il y a cette interaction qui devrait avoir lieu entre les dirigeants de toutes sortes dans la société et ceux qu'ils dirigent – principalement les citoyens. Il doit y avoir cette interaction qui répond, par conséquent, aux valeurs et aux aspirations, et grâce à laquelle chacun a également une chance non seulement de participer, mais aussi d'en tirer un bénéfice. C'est l'aspect théorique et il est facile, bien sûr, de dire ou de définir. Le problème se pose dans la pratique, lorsqu'il faut faire les choses de manière que cela soit profitable à la société et qu'elle aille concrètement de l'avant.

Bien sûr, d'autres complications viennent du fait qu'il ne s'agit pas seulement du fonctionnement d'un pays, de sa société, de ses dirigeants et de ses citoyens ; il s'agit aussi de ce que j'ai indiqué précédemment, d'intérêts qui, si l'on veut, dépassent les frontières et vont au-delà des continents. Il y a une société, dans un pays, dans une nation, qui essaie de

réaliser quelque chose ou de s'exprimer de la manière qu'elle pense être la mieux appropriée pour elle ; et puis il y a aussi les exigences de l'extérieur, quand ceux qui ont du pouvoir veulent remodeler ces valeurs et ces intérêts, ou dicter ce que vous devriez être. La plupart du temps, quelqu'un viendra vous dire que vous devriez être comme lui. C'est ce qui crée, disons, une sorte de conflit politique.

En fait, cela se produit dans la mesure où la réalisation des aspirations, des désirs et des valeurs qu'une société peut définir, est complètement oubliée. Il est certain que tous les pays sans exception ont leurs faiblesses, nous en avons d'ailleurs parlé, mais le pouvoir en arrive à fixer le cours des événements quand ceux qui détiennent ce pouvoir disent ce qu'il faut faire et chargent les autres de le faire, sans que ces autres puissent parler de leurs problèmes. Leurs problèmes restent leurs problèmes et on les laisse les résoudre. Vous ne pouvez pas interférer, mais eux ont le droit, en vertu du pouvoir qu'ils détiennent, de se mêler de vos affaires.

En disant cela, je ne cherche en aucun cas à excuser les problèmes que nous pouvons avoir sur notre propre continent, dans nos propres pays. Je dis qu'il est normal d'avoir des problèmes, parce que nous voyons que même ceux qui essaient de nous pénaliser ou de nous forcer à aller dans une direction ou dans une autre parce qu'ils pensent que ce que nous faisons ne va pas, se débrouillent mal eux-mêmes dans leur propre situation. Ils ont le droit de se tromper, il y aura de toute façon des choses à corriger, mais ils se réservent le droit de prendre nos propres problèmes comme excuse pour couvrir les leurs. La liste est longue, mais pour un cas spécifique en Afrique, ou chez nous au Rwanda, ce sont les combats que nous menons.

J'ai dit à plusieurs reprises que si des choses vont mal dans un pays – il y a des pays où la gouvernance est si mauvaise que cela affecte les citoyens qui s'en plaignent –, si les choses vont mal donc, on ne peut pas le cacher. En réalité, cela peut être une affaire de temps. La situation atteint un niveau tel qu'il devient impossible de la cacher. Il est donc clair que la situation est mauvaise et ne relève plus seulement de la responsabilité des dirigeants de ce pays, mais aussi de celle de la communauté internationale, ou de tout autre pays qui peut dire : « Là, il y a quelque chose qui ne va pas ». Cela se justifie.

Chaque pays essaie de faire du mieux qu'il peut, c'est entendu, et nous essayons de collaborer. Je pense que la meilleure chance que nous ayons est que l'Afrique travaille ensemble. C'est ce qui permet à des choses comme celles que vous avez vues et dont vous avez parlé de se produire. Par exemple, le Rwanda s'est impliqué au Mozambique, comme vous l'avez indiqué, en République centrafricaine, au Soudan du Sud, dans le cadre de différents accords. Certains de ces accords sont des accords des Nations unies, d'autres sont des accords bilatéraux, ou les deux à la fois dans l'un de ces cas. Tout cela est fait dans le but d'essayer de résoudre ces problèmes.

Dans le cas du Mozambique, nous avons été sollicités par les dirigeants ou par le gouvernement mozambicain par rapport à un problème qui durait depuis environ quatre ans. La province Cabo Delgado est située dans la partie nord-est du pays et sa superficie est trois fois supérieure à celle de mon pays. Elle avait été prise par des terroristes. Bien sûr, pour y parvenir, ils avaient dû exploiter certaines faiblesses, notamment le manque de coopération,

car même depuis le début, ce que les Mozambicains n'avaient pas été peut-être un pays voisin, ou la région dans laquelle ils se trouvent, qui aurait pu les aider.

La situation en est arrivée à un point tel qu'ils sont venus nous demander de l'aide et la CDAA, la Communauté de développement d'Afrique australe, aide également, ou commence à aider. On m'a dit que nous en sommes à un stade où même l'Union européenne est sur le point d'apporter son aide, en termes de formation de leurs troupes pour qu'elles soient capables de se défendre seules et d'empêcher les terroristes de s'emparer à nouveau de territoires ; ou pour qu'elles n'aient plus besoin qu'un pays ami ou voisin vienne les aider à résoudre leur problème. Nous en sommes là. Il se passe la même chose en République centrafricaine.

Nous sommes en mesure d'apporter notre contribution, ayant nous-mêmes traversé les pires moments au Rwanda. Nous avons traversé une situation terriblement tragique. Après cela, nous avons ramassé les morceaux, même avec des partenaires qui nous ont aidés mais nous avons persisté. C'est là que le bât blesse : une partie de l'aide qui nous était apportée nous dictait de quelle manière nous devons l'utiliser, que cela serve ou non nos intérêts à moyen ou à long terme, et on nous imposait la direction à prendre. Il y avait toujours cette interaction, et nous pouvions dire : « Nous apprécions vraiment le soutien que nous recevons, mais vous devez nous laisser une chance de déterminer les domaines dans lesquels nous avons le plus besoin de ce soutien. Cela nous permettra plus particulièrement de nous débrouiller seuls pour faire face à nos problèmes futurs, afin de ne pas avoir besoin de vous en permanence ».

En fait, c'est la même conversation, par exemple, que nous avons avec les Mozambicains lorsque nous allons les aider. Nous leur disons : « Nous ne pouvons pas tout faire. Le reste vous incombe vraiment. » Par conséquent, même en travaillant avec d'autres partenaires, lorsque l'Union européenne veut apporter sa contribution ou commence à le faire, c'est pour aider le Mozambique à être autonome et à ne plus avoir besoin de nous, parce que nous ne pouvons pas être là éternellement. Que ce soit le Rwanda ou l'Union européenne, on ne peut pas rester éternellement dans un pays comme le Mozambique.

En ce qui nous concerne, nous avons tiré certains enseignements sur lesquels nous n'avons pas manqué de nous appuyer en disant : « Nous n'avons pas été à la hauteur et nous nous sommes retrouvés dans la situation de 1994. C'est notre problème et c'est un gros problème. Pour l'avenir, nous avons besoin d'aide, mais nous avons besoin que l'on nous aide à nous aider nous-mêmes », et c'est là que nous en sommes arrivés aujourd'hui.

Thierry de Montbrial

Merci beaucoup. Je pense que vous avez répondu à mes deux questions.